

Perspectives

N°21/198 – 2 juin 2021

COLOMBIE – La petite goutte d'eau qui fait déborder un vase déjà très plein

Depuis fin avril, alors que se manifeste une troisième vague de pandémie, la Colombie est secouée par un mouvement de protestations : protestations contre le gouvernement de droite du président Iván Duque dont le projet de réforme fiscale présenté le 15 avril au Congrès¹ constitue le détonateur mais dont les racines sont multiples, structurelles, exacerbées par la crise du coronavirus. Ce qui a commencé comme une contestation classique contre une réforme fiscale s'est transformée en colère politique, avivée par une répression policière violente.

Le projet, intitulé « Loi de Solidarité soutenable », visait à accroître les recettes de l'État de 2 points de pourcentage (p.p.) du PIB (soit 6,3 Mds USD) dans le but de financer les programmes sociaux en prévoyant notamment l'élargissement de la TVA à de nombreux produits et de l'assiette de l'impôt sur le revenu. Accusé de taxer injustement la classe moyenne, il a été massivement rejeté par l'opposition, les syndicats et des cadres du parti au pouvoir. Alors que le projet a été retiré le 2 mai par le président, le gouvernement semble dans l'impasse. Pour la population, déjà épuisée par la crise économique et les ravages de la pandémie, la réforme fiscale constitue la goutte d'eau qui a fait déborder le vase.

Une facture économique et sociale lourde

En effet, dans une région qui recense à cette date plus d'un million de morts du coronavirus, la Colombie figure parmi les pays d'Amérique latine les plus durement touchés par la crise de Covid-19 : 4^e pays de la région en termes de décès² et 5^e en termes de contraction économique. La crise sanitaire n'a fait qu'accroître la précarité et les inégalités déjà historiquement élevées dans un pays où près de la moitié de la population active vit d'emplois informels. Selon les chiffres officiels de la DANE³, entre 2019 et 2020, l'indice de Gini est passé de 0,526 à 0,544 et le taux de pauvreté a augmenté de près de 7 p.p. pour atteindre 42,5%. De plus, en mars 2021, le chômage atteignait encore 14,2%, contre 12,6% en mars 2020. Certes, une amélioration conjoncturelle se dessine et, au premier trimestre 2021, le taux de croissance du PIB a surpris positivement. Malgré les restrictions à la mobilité imposées en janvier pour contrer la deuxième vague de pandémie, après trois trimestres consécutifs de déclin impliquant une chute de 6,8% en 2020, le PIB a enregistré une croissance positive de 1,1% sur un an. En voie de récupération depuis le second semestre 2020, la croissance a dépassé les attentes de la Banque centrale⁴ (-0,3%) qui a même révisé à la hausse ses prévisions de croissance pour 2021 de 4,6% en janvier à 6% en avril : une révision qui risque néanmoins de faire pâle figure au regard du mécontentement.

Déjà confrontés aux mobilisations dans les rues depuis 2018, ce sont en effet le président et, au-delà, le système politique qui semblent être remis en question. Les manifestants réclament une politique plus sociale mais expriment également un désir de « pacification » et de respect des droits. Ils exigent notamment le retrait de nombreuses réformes proposées par le gouvernement de Duque touchant au système de santé et de retraites, la création d'un revenu de base universel et un accès à l'éducation gratuite dans le système public. Par ailleurs, les citoyens dénoncent la violence sous ces multiples formes. Celles-ci concernent, notamment, la non-consolidation de l'accord de paix signé en 2016 avec les FARC, une

¹ Voir [Hebdomadaire du 30 avril 2021](#) : « Colombie – Le projet de réforme fiscale ou l'exercice d'équilibriste »

² Avec un ratio de 211,27 morts pour 100 000 habitants, le Brésil est en tête de liste, suivi du Pérou (206,4), du Mexique (171,91), de la Colombie (166,51) et de l'Argentine (163,87) ([WHO Coronavirus \(COVID-19\) Dashboard – 26 mai 2021](#))

³ [Departamento Administrativo Nacional de Estadística \(DANE\) – “Comunicado de prensa. Pobreza monetaria. Año 2020” – 29 avril 2021](#)

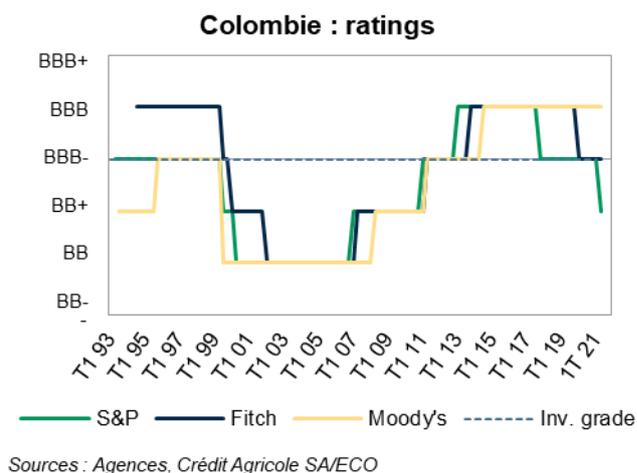
⁴ [Banco Central de la República de Colombia \(BanRep\) – “Informe de Política monetaria, abril 2021” – mis à jour le 7 mai 2021](#)

remontée des crimes et violences, l'impunité et le renversement des rôles de la police et des paramilitaires et les abus des forces de l'État envers les manifestants. En effet, les mobilisations ont été le scénario de violences de la part des forces de l'ordre qui ont suscité de sévères critiques de la part de l'ONU, l'Union européenne, les États-Unis et des ONG internationales et locales. Alors que plus de 540 personnes ont été portées disparues, les répressions auraient causé la mort d'au moins 43 personnes et plus de 1 700 blessés, d'après le ministère de la Défense⁵ et le Défenseur du peuple⁶ (entité publique de protection des droits de l'Homme). Enfin, les réclamations portées par les manifestants concernent également la gestion de l'épidémie par l'exécutif et le rythme lent de la campagne de vaccination. Alors que sévit une troisième vague d'infections, encore en pleine ascension, et que Bogota est soumise à de nouvelles restrictions, seuls 10% de la population ont reçu une première dose du vaccin jusqu'à cette date⁷.

Vaste problème, moyens limités, calendrier complexe

Face aux contestations, le 2 mai, le président Duque a donc retiré le projet et proposé un débat national, en promettant un nouveau texte qui excluait les points les plus contestés (TVA sur les aliments, services publics et carburants et élargissement de la base fiscale sur la rente des particuliers). Cependant, à cette date, les réunions entre les représentants du gouvernement et le Comité de Grève n'ont abouti à aucun consensus. Le comité a annoncé qu'il continuerait de manifester. Tout en refusant d'admettre la répression, pour apaiser les tensions, le chef de l'État a promis la gratuité des frais d'entrée des universités publiques pour les plus modestes et des facilités de crédits au logement pour les jeunes.

Le retrait de la réforme laisse toutefois entier le problème de la collecte fiscale et des moyens dont dispose l'État non seulement pour faire face à la pandémie, aux défis de la pauvreté et de la criminalité mais aussi pour restaurer les finances publiques. Avec un ratio dette sur PIB qui a doublé depuis 2011 (passant de 30% à 59,8% en 2020), la situation fiscale inquiète et, selon le ministère des Finances, en l'absence de réforme, le ratio dette sur PIB pourrait augmenter de 5 p.p. par an, dépassant 70% du PIB en 2024, et serait susceptible d'atteindre 100% du PIB en 2030. L'incapacité du gouvernement à s'engager fermement sur la voie étroite de la stabilisation de la dette publique a contribué à la dégradation de la notation du pays et compromet son *Investment grade* : le 19 mai, Standard & Poor's a dégradé la note du souverain sous *Investment Grade* (de BBB- à BB+). Fitch, en avril 2020, avait abaissé le rating à BBB-, tout en maintenant une perspective négative. Quant à Moody's (Baa2), la perspective a été revue à négative en décembre 2020.



À un an de la fin du mandat du président, le temps presse pour mettre au point un projet qui puisse recueillir un consensus et tempérer les ardeurs négatives des agences. La période pour légiférer sur la réforme prendra fin le 20 juin ; le gouvernement a néanmoins la possibilité de convoquer une session extraordinaire avant le 20 juillet pour présenter un nouveau document au Congrès. Au-delà, le divorce avec la société sera difficile à surmonter pour Iván Duque, dont le taux de confiance est descendu à 33%. D'ici aux prochaines élections générales, prévues fin mai 2022, de nouveaux affrontements sont susceptibles de secouer la Colombie encore en proie à une violence quasi endémique.

Article publié le 28 mai 2021 dans notre hebdomadaire [Monde – L'actualité de la semaine](#)

⁵ Site officiel du Ministère de la Défense National, Centre de presse, Dernières nouvelles – 26 mai 2021

⁶ Site officiel de la Defensoria del Pueblo, Comunicados – 26 mai 2021

⁷ Our World in Data, COVID-19 data explorer – 24 mai 2021

Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :

Date	Titre	Thème
01/06/2021	<u>Thaïlande – Covid-19, fossoyeur ou accélérateur de l'évolution du modèle de croissance ?</u>	Asie
31/05/2021	<u>Zone euro – Défaillances, fin de la trêve ?</u>	UE
28/05/2021	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
27/05/2021	<u>Robinhood, le pire de la Fintech !</u>	Fintech
27/05/2021	<u>Mexique – Un survol pré-électoral</u>	Amérique latine
26/05/2021	<u>Chine – La démographie comme enjeu de puissance</u>	Emergents
25/05/2021	<u>Émergents – La hausse des réserves : trompe-l'œil statistique ou signe d'une crise atypique ?</u>	Emergents
25/05/2021	<u>Les algues, pour un avenir plus vert !</u>	Sectoriel
21/05/2021	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
20/05/2021	<u>Les métaux pour batteries sous tension</u>	Métaux
20/05/2021	<u>Afrique du Sud – De bonnes nouvelles dans un horizon de contraintes insurmontables ?</u>	Emergents
19/05/2021	<u>Hong Kong – Comment gérer une reprise "en K" ?</u>	Asie
19/05/2021	<u>Royaume-Uni – Après un T1 pas trop mauvais, la reprise s'annonce forte</u>	Royaume-Uni
18/05/2021	<u>Royaume-Uni – La BoE a confirmé son positionnement relativement hawkish en mai</u>	Royaume-Uni
18/05/2021	<u>Inflation et prix d'actifs</u>	France
11/05/2021	<u>L'inflation et tendance de long terme</u>	Monde
10/05/2021	<u>France – Programme de stabilité 2021-2027 : ratio de dette publique stabilisé à un haut niveau</u>	France
07/05/2021	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
06/05/2021	<u>L'inflation en zone euro : cible de la BCE</u>	UE
05/05/2021	<u>Moyen-Orient & Afrique du Nord – Entre déflation et hyperinflation, une région très contrastée</u>	MENA
04/05/2021	<u>Inde – Le déferlement d'une nouvelle vague de contaminations plonge le pays dans l'incertitude</u>	Inde
04/05/2021	<u>L'inflation en zone euro : boucle prix-salaire</u>	UE
04/05/2021	<u>Royaume-Uni – Élections à venir en Écosse : test sur la question de l'indépendance</u>	Royaume-Uni
03/05/2021	<u>États-Unis – La croissance accélère au premier trimestre, tirée par la consommation privée</u>	Etats-Unis

Crédit Agricole S.A. — Direction des Études Économiques

12 place des États-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la Publication : Isabelle Job-Bazille

Rédacteur en chef : Armelle Sarda

Documentation : Dominique Petit – **Statistiques** : Robin Mourier

Secrétariat de rédaction : Christine Chabenet

Contact: publication.eco@credit-agricole-sa.fr

Consultez les Études Économiques et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :

Internet : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com/>

iPad : application **Études ECO** disponible sur App store

Android : application **Études ECO** disponible sur Google Play

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.